Attaques de prisons : 21 mis en examen, dont le cerveau présumé du mouvement “DDPF”, Imran A., 23 ans, dit “Monsieur Propre”, lié à la DZ Mafia, il a tout organisé depuis sa détention (MàJ)

02/05/2025 à 16h40



02/05/2025

Selon nos confrères du Parisien, le créateur présumé du sigle DDPF (droit des prisonniers français) et de la boucle Télégram éponyme, apparu pour la première fois le 13 avril dernier à Agen (Lot-et-Garonne) lors des attaques envers des prisons françaises, serait un membre actif à la DZ mafia (gang marseillais de narcotrafiquants).

Cet homme s’appelle Imran A., 23 ans, déjà mis en examen pour sa participation présumée à deux assassinats perpétrés en août 2023 à Marseille. Début août devant une boîte de nuit, puis le 15 du même mois dans le quartier Maison Blanche. Il avait été interpellé par la BRI quelques heures après.

L’homme serait lié au gang depuis juin 2023. Petite main, loin d’être un criminel aguerri, en raison de son rôle de… nettoyeur, il se ferait surnommer “Monsieur Propre”, chargé notamment de faire disparaître les véhicules utilisés par les tueurs. D’après RTL, il est également soupçonné d’avoir écrit sur Télégram “le texte de revendication diffusé sur cette chaîne, mettant en cause la condition carcérale”.

Selon le **Parquet national antiterroriste (PNAT)** (source officielle), l’enquête sur les attaques coordonnées du mouvement “**DDPF**” a permis d’identifier un profil central : **le créateur présumé du premier canal Telegram du groupe**, un homme déjà incarcéré à la maison d’arrêt de **Muret (Haute-Garonne)** pour des infractions de **droit commun liées au grand banditisme**, notamment en lien avec la **DZ Mafia**, un groupe criminel bien connu.

Cet individu est soupçonné d’avoir orchestré, depuis sa cellule, **des appels à l’action violente contre des institutions pénitentiaires** et leurs agents via une chaîne Telegram. Les instructions données étaient ensuite relayées sur les réseaux sociaux, avec **recrutement d’exécutants moyennant rémunération**.

Le mode opératoire – coordination à distance, relais via messageries chiffrées, exécution rémunérée – **reprend les codes des organisations criminelles structurées**.

Parmi les 21 personnes mises en cause (dont 7 déjà détenues et 2 mineurs), plusieurs sont poursuivies pour association de malfaiteurs, tentative de meurtre en bande organisée, détention illégale d’armes, et utilisation de plateformes en ligne pour **transactions illicites d’armes**. Les actes sont inscrits dans le cadre de la **très grande criminalité organisée**.

L’un des relais régionaux du mouvement identifié est **un mineur**

de 17 ans, déjà connu pour sa participation à des violences urbaines.

L'information judiciaire, coordonnée par le parquet de Paris, se poursuit pour démanteler l'ensemble du réseau.

> 🚨 *Communiqué du Parquet national antiterroriste (Pnat) sur les attaques du "DDPF" : "Les investigations ont permis d'inscrire résolument ces actions dans la très grande criminalité organisée." #penitentiaire #prisons @Valeurs pic.twitter.com/5qOj1MzTC1*
>
> *— Amaury Brelet (@AmauryBrelet) May 2, 2025*

28/04/2025

Selon Paris Match, une vaste opération antiterroriste a été lancée ce lundi 28 avril 2025 dès 6h du matin en France, visant près d'une vingtaine de suspects en région parisienne (Seine-Saint-Denis et Seine-et-Marne), à Marseille, Bordeaux et Lyon. Ces interpellations, sous le contrôle du parquet national antiterroriste (PNAT), font suite à une série de quatre-vingt-dix attaques contre des surveillants pénitentiaires et des établissements pénitentiaires, revendiquées par le groupe « Défense des droits des prisonniers français » (DDPF), dont le sigle a été tagué sur plusieurs lieux. Les enquêteurs de la DGSI et de la SDAT soupçonnent une implication du gang marseillais DZ Mafia. Les charges incluent « participation à une association de malfaiteurs terroriste », « tentative d'assassinat sur personne dépositaire de l'autorité publique » et « dégradations en bande organisée ». Les gardes à vue peuvent durer jusqu'à 96 heures.

22/04/2025

Selon *Le Parisien*, une nouvelle vague d'attaques a visé l'administration pénitentiaire dans la nuit du 21 au 22 avril. À **Caen (Calvados)**, cinq véhicules du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) ont été incendiés vers 3 heures du matin. Aucun tag n'a été relevé et aucune interpellation n'a eu lieu à ce stade, selon le parquet. Une enquête est en cours.



À **Varces-Allières-et-Risset (Isère)**, trois personnes ont été contrôlées avec un jerrican d'essence à proximité de la maison d'arrêt. L'un d'eux, un mineur sous contrôle judiciaire, a été placé en retenue pour violation de ses obligations.

À **Fresnes (Val-de-Marne)**, un agent pénitentiaire a été intimidé par cinq individus, dont l'un l'a menacé verbalement : « *Surveillant, surveillant, tu as peur maintenant* », tandis

qu’un autre filmait la scène. Le surveillant aurait reconnu un ancien détenu parmi eux.

Dans **l’Oise**, à Hermès, des tags “**DDPF**” (“Défense des prisonniers français”) ont été découverts sur un véhicule personnel et une boîte aux lettres. Des **drones ont également survolé** les établissements pénitentiaires de **Lutterbach (Haut-Rhin)**, **Lannemezan (Hautes-Pyrénées)** et **Saint-Quentin-Fallavier (Isère)**.

Ces faits font suite à d’autres attaques récentes contre le système carcéral, notamment dans le Rhône et l’Isère. Le ministère de la Justice dénonce une recrudescence de violences ciblées, tandis que le syndicat FO Justice exige des mesures de sécurité renforcées : « *Ce climat de violences répétées est inacceptable* ».

21/04/2025

Les prisons de Corbas et de Villefranche-sur-Saône ont, de nouveau, été attaquées, dans la nuit du dimanche 20 au lundi 21 avril. Plusieurs véhicules de l’administration pénitentiaire ont été incendiés et la maison d’un gardien de prison aurait été visée par des tirs d’arme à feu et de mortiers d’artifice. Le ministre de la Justice Gérald Darmanin dénonce des actes d’intimidation et promet une réponse ferme de l’État. Un homme a été interpellé.

Selon nos informations, un jeune homme circulant en scooter avec une plaque masquée a été interpellé dans la nuit aux abords de la prison de Corbas. Il est actuellement en garde à vue.

> *[ALERTE – VIOLENCES INADMISSIBLES CONTRE NOS COLLÈGUES]*
>
> *Cette nuit, une nouvelle étape a été franchie dans la violence à l’encontre des personnels pénitentiaires.*
>
> *Deux véhicules ont été incendiés sur le parking de la prison*

> *de Lyon-Corbas.*
> *Mais plus grave encore : le logement…*
> *pic.twitter.com/jcY9K8WJcq*
>
> *— FO JUSTICE (@SyndFoJustice) April 21, 2025*

[…]

Le Progrès

20/04/2025

Dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 avril, la maison d'arrêt de Lyon-Corbas a été ciblée. Les inscriptions DDPF, pour Défense des prisonniers français, ont été taguées sur les murs de l'enceinte et un véhicule, stationné sur le boulevard des Nations, a été incendié.

> *Cette nuit, aux abords de la prison de Lyon-Corbas, un véhicule a été incendié. Sur les murs, un tag « DDPF » a été retrouvé, marquant une nouvelle provocation inacceptable.*
>
> *FO Justice dénonce fermement cet acte de violence et d'intimidation. La sécurité des agents doit être…*
> *pic.twitter.com/oNipeGDIlu*
>
> *— FO JUSTICE (@SyndFoJustice) April 20, 2025*

[…]

Le Progrès

16/04/25

Selon *Le Parisien*, un homme incarcéré en semi-liberté a été interpellé mercredi matin en Essonne, soupçonné d'être impliqué dans la série d'attaques contre des établissements et agents pénitentiaires. Les surveillants ont découvert sa participation présumée en consultant son téléphone au moment de sa réintégration en prison : il apparaissait sur une boucle Telegram baptisée « DDPF » — *Défense des prisonniers français*.

Ce groupe, désormais au cœur de l'enquête, est soupçonné d'avoir appelé à des actions violentes. L'acronyme « DDPF » a été tagué sur plusieurs murs de prisons et même au domicile d'un surveillant à Meaux. L'homme interpellé est actuellement entendu par la sous-direction antiterroriste (SDAT), qui analyse son téléphone et d'autres supports informatiques. « Il faut rester prudent, son rôle n'est pas encore clairement établi », indique une source proche de l'enquête.

La semaine a été marquée par une série d'attaques inquiétantes : des véhicules d'agents incendiés à Marseille et Aix-Luynes, et une rafale de kalachnikov tirée devant la prison de Toulon — La Farlède. Le parquet national antiterroriste (PNAT) a pris la main sur le dossier, mobilisant la DGSI et la DCPJ.

Les administrateurs de la chaîne Telegram ont justifié leurs appels en affirmant : « Nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes là pour défendre les droits de l'homme à l'intérieur des prisons. » Telegram a réagi en supprimant les messages concernés, rappelant que les appels à la violence sont interdits sur sa plateforme.

Prisons attaquées : les auteurs diffusent des vidéos de leurs

> *méfaits #ddpfhttps://t.co/tmbtv3WE6g pic.twitter.com/FuZFA1q3BG*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) April 15, 2025*

> *Tarascon (13) : Un surveillant pénitentiaire suivi chez lui et visé par un incendie criminel https://t.co/mhxJ9QEWca pic.twitter.com/fCtIJEJiNn*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) April 16, 2025*

15/04/25

Selon *Le Parisien*, une série d'attaques visant plusieurs prisons françaises depuis dimanche fait désormais l'objet d'une enquête du parquet national antiterroriste. Les établissements pénitentiaires de Villepinte, Marseille, Luynes-Aix, Toulon et Nîmes ont été ciblés, souvent par des incendies de véhicules et des tags « DDPF » (« Droit des prisonniers français »).

Les enquêteurs ont identifié un canal Telegram du même nom, suspecté d'être lié à des groupuscules d'ultragauche. On y lit des appels à la violence contre les surveillants : « Tous les surveillants en paieront les totales conséquences » ou encore « vous allez tous mourir pour le mal que vous avez fait ». Une vidéo non authentifiée montre deux individus incendier un mur d'enceinte de prison et taguer « DDPF ».

Le canal, illustré par une photo de Gérald Darmanin derrière

les barreaux, critique la réforme pénitentiaire du ministre et dénonce des abus graves dans les prisons. L'un des messages affirme : « Nous avons de très gros investisseurs derrière la DDPF » et accuse les surveillants de violences, de viols, et de pressions ayant mené à des suicides.

Les autorités étudient également la piste d'un commandement depuis les quartiers d'isolement par des narcotrafiquants. Toutefois, la coordination des attaques laisse penser à une volonté de terroriser ou d'intimider.

Est-ce une provocation de narcobandits face à la politique pénitentiaire de Gérald Darmanin ? Le fait de membres de l'ultra gauche ? Rien n'est à ce stade revendiqué. Mais dans la nuit de lundi à mardi, une vague d'attaques a frappé les prisons de Toulon (Var), Aix-en-Provence et Marseille (Bouches-du-Rhône), Valence et Nîmes, Luynes (Indre-et-Loire), Villepinte (Seine-Saint-Denis) et Nanterre (Hauts-de-Seine), selon nos informations, confirmées par le ministère de la Justice.

« Plusieurs établissements pénitentiaires ont fait l'objet d'incendies de véhicules, le centre pénitentiaire de Toulon a quant à lui fait l'objet de tirs à l'arme automatique cette nuit », annonce la Chancellerie ce mardi matin. Le ministre de la Justice Gérald Darmanin se rendra à Toulon dans l'après-midi pour apporter son soutien aux agents et devrait s'exprimer sur place.

Le Parisien

14/04/25

> *Agen : sept voitures incendiées sur le parking de l'école de l'administration pénitentiaire, 250 élèves évacués (MàJ)pic.twitter.com/X98uLx9rhe*

— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) April 14, 2025

Agen (47) : L'école des surveillants de prison attaquée, sept voitures incendiées
https://t.co/8dICNa5mwb pic.twitter.com/mRrTmbeeR4

— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) April 14, 2025